



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
21 juillet 2009  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond de 2009

Genève, 6-31 juillet 2009

Point 13 d) de l'ordre du jour

### Questions relatives à l'économie et à l'environnement : établissements humains

#### Suède\* : projet de décision

#### Établissements humains

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 22/8 du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, en date du 3 avril 2009, intitulée « Lignes directrices concernant l'accès aux services de base pour tous »<sup>1</sup>, et les autres résolutions pertinentes relatives à la mise en œuvre coordonnée du Programme pour l'habitat<sup>2</sup>:

- a) Prend note du rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre coordonnée du Programme pour l'habitat<sup>3</sup>;
- b) Décide de transmettre ce rapport à l'Assemblée générale pour qu'elle l'examine à sa soixante-quatrième session;
- c) Prie le Secrétaire général de lui soumettre pour examen à sa session de fond de 2010 un rapport sur la mise en œuvre coordonnée du Programme pour l'habitat, qui traite notamment de la promotion de l'utilisation des Lignes directrices concernant l'accès aux services de base pour tous, ainsi que des directives sur la décentralisation entre les organismes des Nations Unies, le cas échéant, pour compléter les lignes directrices internationales en vigueur pour des services spécifiques ou pour élaborer des lignes directrices particulières pour des services non couverts par de tels instruments, comme cela est recommandé au paragraphe 6 de la résolution 22/8 du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains<sup>1</sup>.

---

\* Au nom de l'Union européenne.

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-quatrième session, Supplément n° 8* (A/64/8), annexe I.

<sup>2</sup> *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), Istanbul, 3-14 juin 1996* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.97.IV.6), chap. I, résolution 1, annexe II.

<sup>3</sup> E/2009/80.

